

Bruxelles : Pietrasanta présente le projet Galileo

Les USA ont tenté de torpiller une initiative qui met fin à leur monopole

■ L'Héraultais Yves Pietrasanta, député européen (Verts), a présenté hier à Bruxelles, le rapport final sur le projet Galileo qui sera soumis aujourd'hui au vote du Parlement européen. C'était le dernier acte de l'élu français dont on sait qu'il a présenté sa démission de son mandat européen pour pouvoir être candidat aux futures élections régionales.

Que ce dernier rapport soit consacré à Galileo est de nature à satisfaire Yves Pietrasanta. Il s'agit en effet d'un projet qui symbolise la réussite d'une ambition européenne et qui sera utile notamment pour la protection de l'environnement.

- ▶ Galileo : une sorte d'horloge faite d'une trentaine de satellites
- ▶ Une vocation purement civile
- ▶ 150 000 emplois et 10 milliards d'€ de revenus par an

dans le secteur des transports et des télécommunications : radionavigation des navires, des voitures, travaux publics, géologie, etc.

Mais ils sont également riches de promesses en matière d'environnement. Localiser les produits dangereux, les icebergs, cartographier les océans, suivre les espèces en danger, voici quelques-uns des services que Galileo pourrait rendre. La naissance du projet européen s'est



Dernier acte européen pour Pietrasanta.

faite aux forceps. C'est qu'il vient en concurrence directe avec le GPS mis au point voici vingt ans par l'armée américaine. Plusieurs pays (France, Espagne, Italie) estimaient que l'Europe devait s'émanciper du monopole technologique américain. Et qu'elle pourrait bénéficier des retombées économiques de cette nouvelle technologie, en particulier dans le domaine spatial. La création de 150 000 emplois et des revenus de 10 milliards d'€ par an sont annoncés à partir de 2008.

Les USA ont fait pression pour faire capoter Galileo, insistant sur son coût (1,4 milliards d'€) et sur son inutilité « dans la mesure où le GPS pourra satisfaire les besoins de tous les utilisateurs dans le monde dans un futur prévisible ». Un argumentaire qui a trouvé un temps de l'écho auprès de l'Allemagne. Mais finalement, l'Allemagne changeait

de bord. Le 26 mars 2002, le Conseil européen adoptait le principe du projet Galileo. Restait à le mettre en musique en accordant, après d'âpres tractations, à chaque Etat-membre une part convenable.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? C'est là-dessus que le rapport d'Yves Pietrasanta a fait le point hier. L'élu héraultais a rappelé que l'entreprise commune avait été créée en même temps qu'une autorité de surveillance et un centre de sécurité : « C'est la garantie que Galileo reste un projet répondant aux désirs des utilisateurs. Galileo doit demeurer un projet civil. »

Le symbole d'une ambition européenne

Yves Pietrasanta a également souligné que le projet avait bien avancé sur la définition des services et le plan des fréquences. Un compromis a même été trouvé avec les USA sur la cohabitation avec le GPS. Enfin, un accord de coopération « prometteur » a été conclu avec la Chine en septembre 2003.

Vice-président sortant de la Commission industrie et recherche du Parlement européen, Yves Pietrasanta confiait hier sa satisfaction : « Galileo va pouvoir prendre son envol. Nous avons travaillé pour que les citoyens d'Europe en profitent et que toutes les garanties de protection de la liberté individuelle soient préservées. C'est un beau projet de l'Union européenne. Il contribuera à la mise en œuvre de notre politique de développement durable. » ■

Gérard DURAND

Un député européen, à quoi ça sert ?

■ Après cinq ans de mandat, Yves Pietrasanta a fait, hier, sa dernière intervention au parlement européen. « Par confort personnel, j'aurais bien voulu faire un second mandat parce que je connais maintenant parfaitement le fonctionnement de la machine » confie l'élu. Les statuts

des "Verts" et quelques règlements de comptes internes ne l'auront pas permis.

Le député européen écologiste part avec le sentiment du devoir accompli. Rapporteur de plusieurs dossiers majeurs (Média, Galileo), il a montré qu'on pouvait être vert, compétent et tolérant... Sa formation scientifique et universitaire et son expérience de gestionnaire local lui auront aussi été utiles pour synthétiser les dossiers.

« Au niveau européen, chaque institution a son rôle. Le

conseil (les états) décide, la commission européenne met en œuvre, le parlement bloque ou non. C'est à ce niveau que les députés ont un rôle en organisant des auditions, en soulevant des questions, en faisant des propositions. Pour Galileo par exemple, en tant que rapporteur, j'ai mis l'accent sur l'éthique, la sécurité, la protection des libertés » confie Yves Pietrasanta.

Présent à Bruxelles trois à quatre jours par semaine, l'élu a pu s'appuyer sur les gros moyens européens (personnel, bureau, documenta-

tion) : « Presqu'autant qu'un petit secrétariat d'état en France ».

Au parlement européen, il faut aussi savoir tenir compte des enjeux géopolitiques – le nord industriel contre le sud plus rural – et dépasser les frontières des partis : « Sans cesse négocier pour arriver à faire voter quelque chose ».

Cette expérience, Yves Pietrasanta voudrait bien pouvoir la faire fructifier. Si la gauche emporte la région, il espère qu'elle ouvrira une antenne permanente à Bruxelles.